

COMITE MIXTE D'EXPERTS POUR LES AVOIRS BLOQUES

RESTRICTED
HCA/SR/4
30 octobre 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA QUATRIEME SEANCE

tenue à Lausanne, le mardi 30 août 1949 à 16 heures.

Présents:	M. de Azcarate	- Président
	M. Labbane	- Membre arabe
	M. Beidas	- Conseiller
	M. Sasson	- Membre israélien
	M. Servoise	- Conseiller économique

Etude de la procédure de libération des comptes bloqués

Le PRESIDENT invite M. Servoise à expliquer en détail au Comité les propositions qu'il a établies au sujet d'une procédure de libération des comptes. Il souligne que ces propositions ne sont que des suggestions provisoires, car le Comité n'a pas encore reçu les renseignements essentiels; le Comité pourra étudier ces propositions et entendra volontiers les suggestions que voudront bien lui présenter les membres israélien et arabe.

M. SERVOISE (Secrétariat) fait d'abord le point de la situation actuelle. Les délégations arabes ont demandé la libération des avoirs arabes, tant dans les banques qu'auprès des sociétés, actuellement détenus par les autorités israéliennes. La délégation israélienne a, en principe, consenti à la libération et a proposé une procédure tendant à effectuer cette libération sur une base de réciprocité, livre pour livre. Cette procédure a été acceptée par l'autre partie. Le Comité mixte d'experts a été invité à soumettre au Comité général les bases de cette procédure afin de permettre d'effectuer cette libération.

Afin d'exercer son mandat, le Comité devrait tout d'abord rassembler les faits et les chiffres exacts, dont la connaissance est indispensable pour résoudre ce problème. Pour ce travail, le Comité a donc besoin des renseignements suivants:

1) Les montants totaux des avoirs et leur répartition;
le montant total des avoirs arabes, appartenant aux personnes

qui habitaient antérieurement la Palestine, et bloqués actuellement en territoire contrôlé par les Israéliens; ainsi que le montant total des avoirs arabes auprès des banques ayant transféré leurs fonds hors de l'Etat d'Israël, avoirs qui, du fait de la guerre, se trouvent bloqués soit de jure, soit de facto ; il est essentiel de connaître en outre la forme de ces avoirs pour déterminer dans quelle mesure ils peuvent être rendus liquides, c'est-à-dire dans quelle mesure ils peuvent être transférés par des opérations de compensation. Il est entendu que le Comité des experts va étudier pour le moment la libération des avoirs en espèces, mais il est nécessaire cependant de connaître aussi rapidement que possible le détail des comptes, titres, actions, obligations, bons du Trésor, créances hypothécaires, etc.;

2) Les textes législatifs et les divers règlements interdisent les relations et transactions commerciales avec l'ennemi, etc. et relatifs au contrôle des changes dans les pays en cause;

3) Une liste des banques et de leurs succursales, ainsi que de tous les autres organismes financiers opérant tant en territoire contrôlé par Israël qu'en territoires arabes, et détenant des fonds palestiniens bloqués, ainsi que le total, dans chacun de ces établissements, des avoirs appartenant

- i) aux Arabes se trouvant hors du territoire d'Israël
- et ii) aux Arabes vivant actuellement sous l'autorité israélienne ;

4) Enfin tous renseignements qui pourraient être donnés par les titulaires de comptes sur les difficultés qu'ils ont rencontrées en essayant de disposer de leurs fonds;

La procédure permettant aux possesseurs de fonds de disposer de ces fonds peut théoriquement se diviser en deux séries d'opérations. :

(1) La libération proprement dite, qui s'effectuerait au niveau gouvernemental, et

(2) Les opérations de compensation qui seraient surtout effectuées par les banques.

(1) Comme les succursales de banques sont soumises à la législation locale et n'ont donc pas le droit de transférer

de fonds, il serait nécessaire d'abroger certaines mesures législatives ou autres pour permettre d'effectuer la libération. Une première suggestion serait donc que chacune des parties en cause, tenant compte de la législation en vigueur dans son propre pays, propose les mesures nécessaires pour effectuer la libération dont bénéficiera l'autre partie. Le montant total à libérer, au profit des deux parties, serait déterminé d'après le montant total des avoirs. Deux possibilités peuvent être envisagées: soit d'attribuer à chaque personne ayant fait une demande de libération de fonds une somme forfaitaire, dont le montant serait déterminé en prenant le montant total des avoirs et en divisant ce montant par le nombre des personnes ayant fait une demande; soit de déterminer une somme forfaitaire minimum à laquelle serait ajouté ultérieurement un pourcentage résiduel.

Une fois la procédure fixée dans ses grandes lignes, le Comité des experts ferait part de ses suggestions au Comité général, et ce dernier demanderait aux Gouvernements intéressés de lever les obstacles législatifs ou administratifs qui viennent s'opposer à la compensation; celle-ci s'effectuerait alors selon la procédure adoptée.

(2) En vue de mettre en oeuvre un plan permettant la compensation entre les totaux des avoirs, des deux côtés, il paraît souhaitable d'avoir recours, dans toute la mesure du possible, aux banques privées, opérant au Moyen-Orient. Les indications qui suivent sont purement données à titre de suggestion, leur mise en pratique ne pouvant être étudiée que si les banques intéressées acceptent le principe.

Une fois que les Gouvernements intéressés auront libéré une somme correspondante dans chacun des pays, et pris des mesures en vue de permettre aux banques d'opérer dans le cadre de l'accord, les demandes, présentées par les personnes intéressées, sur des formulaires spéciaux, pourront être transmises par les voies appropriées à l'établissement détenteur de leurs avoirs. Chaque pays intéressé pourrait peut-être créer un organisme gouvernemental, chargé de distribuer les formulaires de demande par l'intermédiaire des banques, et de recevoir les demandes qui pourront être utilisées, lorsqu'elles seront présentées aux banques, comme certificats conditionnels de libération. Cette centralisation permettrait à chaque Gouvernement de connaître le montant exact des sommes dont la libération est demandée par leurs possesseurs, et de tenir, au

niveau gouvernemental, une comptabilité de l'opération.

Deux cas peuvent alors être envisagés: dans le premier, la banque chez laquelle le titulaire du compte a ses avoirs possède une succursale dans la résidence actuelle du possesseur, et une autre succursale là où les fonds ont été déposés. Ce cas serait celui, par exemple, d'un Arabe palestinien ayant un compte bloqué chez la Barclay's ou chez toute autre banque de Jaffa, et vivant actuellement comme réfugié au Caire ou dans une autre capitale arabe où se trouve également une succursale de la Barclay's. La demande de cet Arabe, rédigée sur un formulaire spécial qui serait distribué par les banques conformément aux indications données par le Comité mixte des experts, serait enregistrée par l'organisme gouvernemental égyptien, puis transmise, par la succursale du Caire de la Barclay's à sa succursale de Jaffa. Cette dernière examinerait alors la demande de la personne en question et, si le compte de cette personne est créditeur d'une somme supérieure, elle débiterait son compte à Jaffa du montant correspondant, et créditerait son compte au Caire. Ce montant serait alors payé au Caire au réfugié. L'organisme gouvernemental israélien serait avisé par la succursale de Jaffa de la Barclay's. Dans le deuxième cas, le titulaire du compte aurait ses avoirs bloqués dans une succursale ayant, en raison des circonstances, cessé d'opérer, ou pourrait avoir un compte auprès d'une banque non représentée sur le territoire de l'autre partie. Ce cas peut fournir deux exemples: a) celui d'un Arabe vivant en Israël et dont les fonds sont actuellement en Egypte, à la Al-Umma Bank. La succursale de la Barclay's en Israël pourrait recevoir la demande de la personne en question et la transmettre, par l'intermédiaire de sa succursale du Caire, à la Al-Umma Bank en Egypte, qui, après avoir examiné la demande, créditerait la Barclay's du montant correspondant; b) le cas d'un Arabe résidant en Egypte et ayant un compte à la succursale de Jaffa de l'Arab Bank, succursale qui ne fonctionne pas à l'heure actuelle. La banque ou la société chargée de gérer les comptes de cette succursale de l'Arab Bank en territoire israélien pourrait recevoir, par l'intermédiaire de la Barclay's Bank au Caire, la demande de la personne en question et débitier son compte du montant correspondant en en créditant la Barclay's Bank au Caire; cette dernière verserait ce montant à son propriétaire et en aviserait l'organisme gouvernemental égyptien. Comme le Comité ne possède pas à l'heure actuelle les éléments

financiers et juridiques nécessaires, M. Servoise conclut cette procédure est uniquement indiquée à titre de suggestion.

M. LABBANE déclare que celles des suggestions qui concernent les premiers stades des travaux du Comité peuvent être acceptées par l'Egypte, où le principe de réciprocité pourrait être appliqué, puisque le Gouvernement égyptien, de même que le Gouvernement israélien, a des comptes bloqués. Il demande toutefois au membre israélien quelle est la procédure que son Gouvernement envisagerait avec les autres pays arabes dont les Gouvernements n'ont pris aucune mesure de blocage.

Il demande également si M. Sasson est maintenant en mesure d'indiquer comment se répartissent les sommes bloquées par Israël, et de spécifier les montants à libérer au profit des divers pays arabes.

M. SASSON déclare qu'il n'est pas en mesure d'indiquer dans quel pays se trouvent à présent les réfugiés palestiniens arabes qui bénéficieraient de l'opération de libération. Seul le montant total des sommes bloquées lui est connu.

Il tient à faire observer au représentant arabe que si les Gouvernements d'Israël et d'Egypte peuvent se mettre d'accord sur la libération réciproque, ce ne sont pas seulement les réfugiés qui se trouvent actuellement en territoire égyptien ou sous l'autorité égyptienne qui bénéficieront de la mesure, mais aussi ceux qui se trouvent actuellement dans les autres Etats arabes, car les comptes actuellement bloqués en Egypte sont ceux des banques arabes qui fonctionnaient auparavant en Palestine et qui, avec la guerre, ont transféré leurs avoirs en Egypte.

M. LABBANE reconnaît l'exactitude de cette observation.

M. SASSON souligne qu'il est essentiel de déterminer quels sont les réfugiés qui désirent demander la libération de leurs comptes. Il suggère donc la création, dans les Etats arabes et en Israël, de comités spéciaux chargés de recevoir les demandes.

Passant à la question des législations monétaires en vigueur dans les divers pays intéressés, question soulevée par M. Servoise dans son exposé, il souligne que, dans le cas d'Israël et de l'Egypte, il n'y aurait pas lieu d'apporter une modification quelconque aux règlements, car les transactions se feraient sur une base de réciprocité et ne mettraient en jeu aucun échange concret de fonds.

M. LABBANE annonce au Comité qu'il doit recevoir les

statistiques et la documentation nécessaires sous quelques jours, et que l'expert Arabe est attendu au début de la semaine prochaine.

Le Comité décide donc d'attendre, pour discuter la question plus avant, l'arrivée de l'expert arabe.

A la suite d'une demande de renseignements de M. SASSON, le PRESIDENT assure les membres de ce que, si la Commission cessait pour un temps de tenir des séances plénières, le Comité poursuivra néanmoins ses travaux en raison de leur caractère humanitaire et de leur urgence.